

LE RENDEZ-VOUS DE
L'AFRIQUE SUR INTERNET



AFRICATIME.COM / RWANDA

Implication dans le Génocide de 1994: Kagame annonce une enquête visant de hauts responsables français

(Reuters 11/07/2007)

(Reuters) - Le président rwandais Paul Kagamé a déclaré mardi qu'une nouvelle enquête devait être menée sur l'éventuelle implication de hauts responsables français dans le génocide rwandais de 1994. Il a mis au défi les autorités françaises d'étudier des documents publiés la semaine dernière par le quotidien Le Monde.

Ces documents déclassifiés montrent que les services du président François Mitterrand avaient eu connaissance des préparatifs du génocide, au cours duquel 800.000 personnes ont été tuées en 100 jours.

Paul Kagamé a rappelé qu'une précédente enquête avait totalement blanchi l'action de la France dans ce cadre.

"Et voici maintenant des faits qui disent 'Non, vous n'êtes pas innocents finalement'. Ne pensez-vous pas que ces gens (les enquêteurs) devraient se dire 'peut-être qu'il y a quelque chose que nous ignorions ?'"

Kigali a rompu ses relations diplomatiques avec Paris en novembre, protestant contre les mandats d'arrêt lancés contre Kagamé et certains de ses proches par le juge français Jean-Louis Bruguière.

L'enquête française portait sur leur implication dans la mort de l'ex-président rwandais Juvénal Habyarimana, événement qui avait précipité le déclenchement du génocide.

Le président rwandais Paul Kagamé accuse Paris de cacher son rôle dans l'entraînement des soldats ayant perpétré les massacres et le soutien apporté à leurs chefs.

La France, qui avait envoyé des soldats dans le cadre d'une mission des Nations unies, nie toute implication dans les tueries.

Un chercheur britannique a récemment affirmé dans son ouvrage "Silent Accomplice" ("complice silencieux) que les soldats français avaient montré aux extrémistes hutus comment dissimuler leurs exactions aux satellites espions

Par Arthur Asiimwe Reuters

Rwanda : la France complice du génocide
(agoravox 09/07/2007)

Oui, la France savait. Le président François Mitterrand a affirmé à la télévision, le 14 juillet 1994 : "Les Français sont partis plusieurs mois avant le déclenchement de ce génocide qui a suivi l'assassinat des présidents du Rwanda et du Burundi. A ce moment-là, on nous a suppliés de revenir en nous disant : Sauvez les casques bleus, ramenez les Français, les Belges, les étrangers qui se trouvent au Rwanda, ce que nous avons fait.(...) Nous avons sauvé des dizaines, des milliers de gens, de pauvres gens qui avaient déjà supporté beaucoup de souffrances." Mais cette version de l'histoire est un pur mensonge, comme l'écrivait déjà en 1997 le journaliste Mehdi Ba, dans Rwanda, un génocide français (ouvrage réactualisé en 2004). De nouvelles preuves accablantes viennent d'être dévoilées dans l'édition d'hier du quotidien Le Monde, qui dissèque le contenu de plusieurs volumes d'archives de l'Élysée transmis au tribunal aux armées. Ainsi, lorsque le régime du président rwandais Juvénal Habyarimana appelle la France au secours, le 3 octobre 1990, pour le défendre contre l'offensive menée par les hommes de Paul Kagamé et son Front patriotique rwandais, soutenu par l'Ouganda, les premiers signaux d'alerte

sont adressés à Mitterrand dès le 12. Après que plusieurs milliers de Tutsi, ainsi que des Hutu considérés comme amis des Tutsi, ont été arrêtés dans la capitale Kigali, le colonel Galinié, attaché de défense sur place, écrit ce jour-là dans un télégramme : "Il est à craindre que ce conflit finisse par dégénérer en guerre ethnique". Le lendemain, c'est l'ambassadeur de France Georges Martres qui prend la plume : "Les paysans hutu organisés par le MRND [parti du président] ont intensifié la recherche des Tutsi suspects dans les collines. Des massacres sont signalés dans la région de Kibilira (...) [les paysans] participent de plus en plus à l'action militaire à travers des groupes d'autodéfense armés d'arcs et de machettes". Dix jours à peine après l'envoi d'une compagnie du 2e régiment étranger de parachutistes, le détachement Noroit, les massacres ont donc déjà commencé et la France le sait. Elle maintiendra pourtant durant trois ans des effectifs militaires qui grimperont jusqu'à 680 hommes pour soutenir le régime génocidaire. En cause, la volonté de ne pas laisser le champ libre au monde anglo-saxon, représenté par Kagamé et ses alliés ougandais. On défend donc Habyarimana, coûte que coûte. Il est le chef des massacreurs mais l'ami de la France... Alors on lui dépêche 80 conseillers pour former ses soldats, le lieutenant-colonel Gilbert Canovas exerçant même la fonction de conseiller du chef d'état-major de l'armée rwandaise. "Des soldats de notre pays ont formé, sur ordre, les tueurs du troisième génocide du XXe siècle. Nous leur avons donné des armes, une doctrine, un blanc-seing", accuse en 2004 le journaliste du Figaro Patrick de Saint-Exupéry, dans son livre L'inavouable - La France au Rwanda. Cette implication directe de la France était donc connue depuis longtemps, mais les archives de l'Elysée fournissent de nouveaux éléments démontrant bien à quel point les autorités françaises savaient ce qu'elles faisaient.

Annnonce du plan de génocide systématique dès janvier 1993

Elles sont par exemple averties le 19 janvier 1993, par un nouveau télégramme de l'ambassadeur Martres, que le président rwandais aurait lui-même intimé "l'ordre de procéder à un génocide systématique en utilisant, si nécessaire, le concours de l'armée et en impliquant la population locale dans les assassinats". Le 18 février, c'est au tour de la DGSE d'envoyer une note dénonçant les "véritables massacres ethniques" et un "vaste programme de purification ethnique dirigé contre les Tutsi". Mais le FPR menace de gagner la guerre, alors on envoie des renforts français en soutien des futurs génocidaires. Et quand l'avion du président Habyarimana est abattu, le 6 avril 1994, le génocide commence comme prévu. Le diplomate Bruno Delaye, conseiller Afrique de l'Elysée, informe son patron de tueries d'une "ampleur horribifique : de l'ordre de 100 000 morts, selon les responsables du CICR (...). Les milices hutu, armées de grenades et de machettes, massacrent les Tutsi qui n'ont pas pu trouver refuge". Du début à la fin, la France était parfaitement au courant de la tragédie qui se déroulait. C'est cette vérité qui fait une nouvelle fois éclater les révélations du Monde. Qui s'exonère pourtant de tout mea culpa. Or sa couverture des événements fut à l'époque proprement scandaleuse, comme le montre l'enquête du chercheur Jean-Paul Gouteux, titrée de façon éloquente Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais, ainsi présentée par le collectif Les mots sont importants : "Non seulement le journal a mis très longtemps avant de parler du déchaînement de violence que plusieurs témoins avait pu constater depuis avril 1994. Mais les reportages ont tendu systématiquement à diluer les rôles respectifs de chacun, présentant le génocide comme des massacres inter-ethniques, impliquant le régime au pouvoir, mais aussi les rebelles du FRP (combattants ougandais). L'auteur montre l'omniprésence, chez certains journalistes du Monde, d'une grille de lecture ethniciste, qui nie les ressorts politiques du génocide et le réduit à une guerre tribale, entre deux ethnies antagonistes depuis des siècles. Les spécialistes de la région ont pourtant à de nombreuses reprises réfuté cette vision du Rwanda, rappelant que Hutu et les Tutsi ont la même langue, la même culture et vivent ensemble. L'idée selon laquelle la conscience politique se réduit, chez les Africains, à de simples réflexes de solidarité ethnique, reste encore très profondément ancrée en France. L'auteur déploie une analyse très minutieuse (les articles sont longuement cités, de même que les journalistes mis en cause), et il essaie de comprendre leurs motivations (liens avec les services secrets français, soutien à François Mitterrand, ou réflexes intellectuels profondément ancrés dès qu'il s'agit de l'Afrique). Précisons que Le Monde a attaqué en justice Jean-Paul Gouteux, et que le journal a été débouté de sa plainte, les juges reconnaissant la qualité et le sérieux de l'enquête." Sont particulièrement accusés Jean-Marie Colombani et Jacques Isnard.

Pour en finir avec la responsabilité de la France dans le génocide rwandais - qui pourrait prochainement connaître des suites judiciaires, puisque l'on a appris hier que six survivants ont demandé à la justice l'audition des anciens ministres Alain Juppé et Pierre Joxe, d'Hubert Védrine et de plusieurs militaires -, l'Observatoire permanent de la coopération française, formé d'une quarantaine d'experts, africanistes et responsables d'ONG, livre sur ce sanglant épisode des conclusions terrifiantes : "La France (...) a soutenu militairement le régime Habyarimana, l'armant, voire combattant à ses côtés ; elle a instruit, renforcé ou "assisté" certains des éléments qui exécuteront le génocide (Garde présidentielle, une partie de l'armée, milices d'"autodéfense") ; elle a favorisé la division de l'opposition démocratique, pivot des accords d'Arusha [qui ont tenté de mettre un terme à la guerre civile, le 4 août 1993, Ndlr] ;

elle n'a pas rompu, durant le génocide, avec ses principaux responsables, constitués en "gouvernement intérimaire" - le soutenant diplomatiquement, et facilitant, selon plusieurs sources, la poursuite des livraisons d'armes ; elle a reconnu beaucoup trop tardivement le génocide, faisant obstacle, avec d'autres, à une réaction rapide de la communauté internationale".

On dénombre quelque 800 000 victimes. Quelque chose à objecter, messieurs les pourfendeurs de la "repentance" ?

par Olivier Bonnet

© Copyright Reuters